

## DEMANDE DE PRIX (RFQ)

### Etude sur l'agencement des espaces des travaux parlementaires de l'assemblée des représentants du peuple et la mise en place d'un data center de secours

UNDP Tunisie	DATE : 10/06/2020
	N° DE REFERENCE DE LA RFQ : RFQ/2020/27

Chère Madame/Cher Monsieur,

Nous vous demandons de bien vouloir nous soumettre votre offre de prix au titre **Etude sur l'agencement des espaces des travaux parlementaires de l'assemblée des représentants du peuple et la mise en place d'un data center de secours**, tels que décrits en détails à l'annexe 1 de la présente RFQ. Lors de l'établissement de votre offre de prix, veuillez utiliser le formulaire figurant à l'annexe 2 jointe aux présentes.

Les offres de prix peuvent être soumises jusqu'au mardi 30 juin 2020 à 17H par voie électronique à l'adresse [Procurement.tn@undp.org](mailto:Procurement.tn@undp.org) en indiquant la mention ci-dessous :

**Programme des Nations Unies pour le Développement**

**A l'attention de : M. le Représentant Résident et en mentionnant la référence du dossier « UNDP/RFQ/2020/27 – Etude sur l'agencement des espaces des travaux parlementaires de l'assemblée des représentants du peuple et la mise en place d'un data center de secours »**

Il vous appartiendra de vous assurer que votre offre de prix parviendra à l'adresse indiquée ci-dessus au plus tard à la date-limite. Les offres de prix qui seront reçues par le PNUD postérieurement à la date-limite indiquée ci-dessus, pour quelque raison que ce soit, ne seront pas prises en compte.

Veuillez prendre note des exigences et conditions concernant la fourniture du ou des biens susmentionnés :

Conditions de livraison [INCOTERMS 2010] <i>(Veuillez lier ceci au barème de prix)</i>	DAP
Le dédouanement <sup>1</sup> , si nécessaire, sera à la charge :	Du fournisseur/de l'offrant
Adresse(s) exacte(s) du ou des lieux de livraison (indiquez-les toutes, s'il en existe plusieurs)	Assemblée des représentants du peuple Bardo 2000
Transitaire privilégié par le PNUD, le cas échéant <sup>2</sup>	N/A
Distribution des documents de transport <i>(en cas d'utilisation d'un transitaire)</i>	N/A
Date et heure limites de livraison prévues <i>(si la livraison intervient ultérieurement, l'offre de prix pourra être rejetée par le PNUD)</i>	6 mois à compter de la signature du contrat et l'émission du bon de commande (BC)
Calendrier de livraison	Requis
Exigences en matière de conditionnement	N/A
Mode de transport	AERIEN MARITIME TERRESTRE
Devise privilégiée pour l'établissement de l'offre de prix <sup>3</sup>	Dinar Tunisien pour les fournisseurs locaux EURO/USD pour les fournisseurs internationaux
Taxe sur la valeur ajoutée applicable au prix offert <sup>4</sup>	Doit exclure la TVA et autres impôts indirects applicables
Services après-vente requis	N/A

<sup>1</sup> Doit être lié aux INCOTERMS choisis.

<sup>2</sup> Dépend des INCOTERMS. La suggestion visant à utiliser un service de messagerie privilégié par le PNUD n'est motivée que par la connaissance des procédures et des exigences en matière de documents qui sont applicables au PNUD lors du dédouanement.

<sup>3</sup> Les fournisseurs doivent respecter l'ensemble des lois applicables aux transactions commerciales réalisées dans d'autres devises. La conversion d'une devise dans la devise privilégiée par le PNUD, si l'offre n'est pas libellée de la manière requise, se fera uniquement à l'aide du taux de change opérationnel de l'ONU en vigueur à la date d'émission du bon de commande par le PNUD.

<sup>4</sup> Ceci doit être concilié avec les INCOTERMS requis par la RFQ. En outre, l'exonération de TVA varie d'un pays à l'autre. Veuillez cocher ce qui est applicable au CO/BU du PNUD demandant les biens.

Date-limite de soumission de l'offre de prix	<input type="checkbox"/> Fermeture des bureaux, le 30 Juin 2020 à 17h
Tous les documents, y compris les catalogues, les instructions et les manuels d'utilisation, doivent être rédigés dans la langue suivante :	<input type="checkbox"/> Anglais <input type="checkbox"/> Français
Documents à fournir <sup>5</sup>	<input type="checkbox"/> Le formulaire fourni dans l'annexe 2, dûment rempli, conformément à la liste des exigences indiquées dans l'annexe 1 ; <input type="checkbox"/> Présentation du bureau d'étude en indiquant l'expérience générale, l'expérience dans la conduite du projet, le nombre de missions similaires (Etude de conception des Datacenter) effectuées ; Le nombre de projet réalisés en design TIER 3 minimum certifié design par un organisme certificateur international de renommée <input type="checkbox"/> Copie conforme du cahier des charges signé par le MEHAT ; <input type="checkbox"/> CV de l'ingénieur <input type="checkbox"/> Le certificat d'inscription au registre du commerce le plus récent ; <input type="checkbox"/> Une déclaration écrite de non-inscription sur la liste 1267/1989 du Conseil de sécurité de l'ONU, sur la liste de la division des achats de l'ONU ou sur toute autre liste d'exclusion de l'ONU
Durée de validité des offres de prix à compter de la date de soumission	<input type="checkbox"/> 90 jours <p>Dans certaines circonstances exceptionnelles, le PNUD pourra demander au fournisseur de proroger la durée de validité de son offre de prix au-delà de qui aura été initialement indiqué dans la présente RFQ. La proposition devra alors confirmer par écrit la prorogation, sans aucune modification de l'offre de prix.</p>
Offres de prix partielles	<input type="checkbox"/> Permisses ; L'attribution du marché sera effectuée par lot
Conditions de paiement <sup>6</sup>	<input type="checkbox"/> 100% dès livraison complète des APD et DAO de chaque étude tels que décrits dans l'Annexe 1 les spécifications techniques et 30 jours après le dépôt de la facture
Indemnité forfaitaire	N/A

<sup>5</sup> Les 2 premiers éléments de cette liste sont obligatoires pour la fourniture de biens importés.

<sup>6</sup> Le PNUD préfère ne pas verser d'avance lors de la signature du contrat. Si le fournisseur exige une avance, celle-ci sera limitée à 20 % du prix total offert. En cas de versement d'un pourcentage plus élevé ou d'une avance de \$30,000 ou plus, le PNUD obligera le fournisseur à fournir une garantie bancaire ou un chèque de banque à l'ordre du PNUD du même montant que l'avance versée par le PNUD au fournisseur.

Critères d'évaluation	<input type="checkbox"/> Conformité technique/plein respect des exigences et prix le plus bas <sup>7</sup> <input type="checkbox"/> Exhaustivité des services après-vente <input type="checkbox"/> Acceptation sans réserve du BC/des conditions générales du contrat
Le PNUD attribuera un contrat à :	<input type="checkbox"/> Un ou plusieurs fournisseurs
Type de contrat devant être signé	<input type="checkbox"/> Contrat Institutionnel / Bon de commande
Conditions particulières du contrat	<input type="checkbox"/> N/A
Conditions de versement du paiement	<input type="checkbox"/> Validation de l'étude préliminaire <input type="checkbox"/> Validation de Avant-Projet détaillé (Mission APD) <input type="checkbox"/> Dossier d'appel d'offres (DAO) approuvé par le bureau de contrôle <input type="checkbox"/> Acceptation écrite des biens sur la base de la parfaite conformité aux exigences de la RFQ
Annexes de la présente RFQ <sup>8</sup>	<input type="checkbox"/> Spécifications des biens requis (annexe 1) <input type="checkbox"/> Formulaire de soumission de l'offre de prix (annexe 2) <input type="checkbox"/> Conditions générales / Conditions particulières (annexe 3).  La non-acceptation des conditions générales (CG) constituera un motif d'élimination de la présente procédure d'achat
Personnes à contacter pour les demandes de renseignements (Demandes de renseignements écrites uniquement) <sup>9</sup>	<p>Adresse de courrier électronique : <a href="mailto:procurement.tn@undp.org">procurement.tn@undp.org</a></p> <p>Les réponses tardives du PNUD ne pourront pas servir de prétexte à la prorogation de la date-limite de soumission, sauf si le PNUD estime qu'une telle prorogation est nécessaire et communique une nouvelle date-limite aux offrants.</p>

Les biens proposés seront examinés au regard de l'exhaustivité et de la conformité de l'offre de prix par rapport aux spécifications minimums décrites ci-dessus et à toute autre annexe fournissant des détails sur les exigences du PNUD.

<sup>7</sup> Le PNUD se réserve le droit de ne pas attribuer le contrat à l'offre de prix la plus basse si la deuxième offre de prix la plus basse parmi les offres recevables est considérée comme étant largement supérieure, si le prix n'est pas supérieur de plus de 10 % à l'offre conforme assortie du prix le plus bas et si le budget permet de couvrir la différence de prix. Le terme « supérieure », tel qu'il est utilisé dans le présent paragraphe désigne des offres qui dépassent les exigences préétablies énoncées dans les spécifications.

<sup>8</sup> Si les informations sont disponibles sur le Web, il est possible de ne fournir qu'un simple URL permettant d'y accéder.

<sup>9</sup> La personne à contacter et l'adresse sont indiquées à titre officiel par le PNUD. Si des demandes de renseignements sont adressées à d'autres personnes ou adresses, même s'il s'agit de fonctionnaires du PNUD, le PNUD ne sera pas tenu d'y répondre et ne pourra pas confirmer leur réception.

L'offre de prix qui sera conforme à l'ensemble des spécifications et exigences, qui proposera le prix le plus bas, et qui respectera l'ensemble des autres critères d'évaluation sera retenue. Toute offre qui ne respectera pas les exigences sera rejetée.

Toute différence entre le prix unitaire et le prix total (obtenu en multipliant le prix unitaire par la quantité) sera recalculée par le PNUD. Le prix unitaire prévaudra et le prix total sera corrigé. Si le fournisseur n'accepte pas le prix final basé sur le nouveau calcul et les corrections d'erreurs effectués par le PNUD, son offre de prix sera rejetée.

Le PNUD se réserve le droit, après avoir identifié l'offre de prix la plus basse, d'attribuer le contrat uniquement en fonction des prix des biens si le coût de transport (fret et assurance) s'avère être supérieur au propre coût estimatif du PNUD en cas de recours à son propre transitaire et à son propre assureur.

Au cours de la durée de validité de l'offre de prix, aucune modification du prix résultant de la hausse des coûts, de l'inflation, de la fluctuation des taux de change ou de tout autre facteur de marché ne sera acceptée par le PNUD après réception de l'offre de prix. Lors de l'attribution du contrat ou du bon de commande, le PNUD se réserve le droit de modifier (à la hausse ou à la baisse) la quantité des services et/ou biens, dans la limite de vingt-cinq pour cent (25 %) du montant total de l'offre, sans modification du prix unitaire ou des autres conditions.

Tout bon de commande qui sera émis au titre de la présente RFQ sera soumis aux conditions générales jointes aux présentes. La simple soumission d'une offre de prix emporte acceptation sans réserve par le fournisseur des conditions générales du PNUD figurant à l'annexe 3 des présentes.

Le PNUD n'est pas tenu d'accepter une quelconque offre de prix ou d'attribuer un contrat/bon de commande et n'est pas responsable des coûts liés à la préparation et à la soumission par le fournisseur d'une offre de prix, quels que soient le résultat ou les modalités du processus de sélection.

Veillez noter que la procédure de contestation du PNUD qui est ouverte aux fournisseurs a pour but de permettre aux personnes ou entreprises non retenues pour l'attribution d'un bon de commande ou d'un contrat de faire appel dans le cadre d'une procédure de mise en concurrence. Si vous estimez que vous n'avez pas été traité de manière équitable, vous pouvez obtenir des informations détaillées sur les procédures de contestation ouvertes aux fournisseurs à l'adresse suivante : <http://www.undp.org/procurement/protest.shtml> .

Le PNUD encourage chaque fournisseur potentiel à éviter et à prévenir les conflits d'intérêts en indiquant au PNUD si vous-même, l'une de vos sociétés affiliées ou un membre de votre personnel a participé à la préparation des exigences, du projet, des spécifications, des estimations des coûts et des autres informations utilisées dans la présente RFQ.

Le PNUD applique une politique de tolérance zéro vis-à-vis des fraudes et autres pratiques interdites et s'est engagé à identifier et à sanctionner l'ensemble de ces actes et pratiques préjudiciables au PNUD, ainsi qu'aux tiers participant aux activités du PNUD. Le PNUD attend de ses fournisseurs qu'ils



respectent le code de conduite à l'intention des fournisseurs de l'Organisation des Nations Unies qui peut être consulté par l'intermédiaire du lien suivant : [http://www.un.org/depts/ptd/pdf/conduct\\_english.pdf](http://www.un.org/depts/ptd/pdf/conduct_english.pdf)

Nous vous remercions et attendons avec intérêt votre offre de prix.

Cordialement,

## Annexe 1

**Spécifications techniques**

<b>TDRS RELATIFS A :</b> <b>Etude sur l'agencement des espaces des travaux parlementaires de l'assemblée des représentants du peuple et la mise en place d'un data center de secours</b>
---

<b><i>I. Informations générales :</i></b>	
<b>Titre</b>	<b><i>Bureau d'étude/Prestataire technique spécialiste</i></b>
<b>Projet</b>	Consolidation de la transition démocratique en Tunisie : Appui au Parlement tunisien
<b>Contrat</b>	Contrat institutionnel
<b>Durée du contrat</b>	<b><i>Six (06) mois</i></b>
<b>Lieu</b>	<b><i>Tunis, Tunisie</i></b>
<b>Superviseur</b>	Conseiller technique principal
<b>Langues</b>	Français
<b>Date de début</b>	Juin 2020

<b><i>II. Contexte :</i></b>	
<p>Le 27 Janvier 2014, la Tunisie a franchi une étape majeure dans sa transition lorsque l'Assemblée Nationale Constituante (ANC) a adopté la nouvelle constitution du pays avec l'approbation de 200 voix sur 216. Il s'agit d'une réalisation importante qui reflète des progrès remarquables dans l'élaboration d'un nouveau cadre politique fondé sur le dialogue, le compromis et le consensus. L'Assemblée des Représentants du Peuple (ARP) assume un rôle déterminant dans la poursuite et le succès de la transition démocratique. Un parlement s'acquittant pleinement de ses fonctions législatives, de représentation et de contrôle et qui agit comme l'interlocuteur privilégié avec le gouvernement, les citoyens et la société civile, sera un élément clé de ce nouveau système démocratique.</p> <p>Afin d'appuyer l'Assemblée à assumer son nouveau rôle, le PNUD, en partenariat avec l'ARP, a mis en place le projet « <b>Consolidation de la transition démocratique en Tunisie : Appui au Parlement tunisien</b> ». Les résultats suivants sont envisagés :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li><b>1. Produit 1 :</b> L'ARP est renforcée pour devenir une institution plus efficace grâce à un Plan stratégique de développement pour coordonner le renforcement des capacités institutionnelles et des structures de l'Assemblée</li> <li><b>2. Produit 2 :</b> L'ARP est renforcée pour devenir un parlement plus représentatif et transparent.</li> </ol> <p>Sur la base du cadre de résultats et de ressources déjà validé avec l'ARP, il est prévu de moderniser l'infrastructure et de soutenir la réforme et le renforcement des capacités du département des technologies de l'information et de la communication.</p> <p>La restructuration du système d'information et de communication vise la contribution, d'une manière significative, à l'ouverture et à la transparence de l'institution parlementaire et ce en tant qu'outil en tant qu'outil de partage et de suivi de l'information du travail législatif, de contrôle et de représentation</p>	

parlementaire. Dans ce cadre et afin de suivre l'évolution des nouvelles technologies et être en conformité avec les standards internationaux les plus avancés, l'Assemblée des Représentants du Peuple, avec l'appui du projet du PNUD, se propose d'engager **une étude pour l'urbanisation technique des quelques espaces relatifs aux travaux parlementaire ainsi que la mise en place d'un Data center de secours avec refonte réseaux informatique.**

### **III. Objectifs de la mission :**

L'**Assemblée des Représentants du Peuple (ARP)** a déjà confié au Centre National de l'Informatique (CNI) l'élaboration du « **Plan directeur informatique** » dont un de ses livrables est le plan d'actions informatiques prioritaires.

Le projet de consolidation de la transition démocratique en Tunisie : Appui au Parlement tunisien, appuyé par le **Programme des Nation Unies pour le Développement (PNUD) Tunisie** en commun accord avec l'ARP a procédé à la mise en œuvre de l'ensemble de recommandations et les actions prioritaires en fonction des budgets alloués pour consolider d'une part l'infrastructure technologique existante qui ne cesse de se proliférer en fonction de la demande croissante des utilisateurs de l'ARP (Députés, fonctionnaires, journalistes et invités) et d'autre part de répondre d'une manière efficace et réfléchi aux nouveaux services et technologies auxquels le parlement s'inscrit et veut instaurer et les faire exploiter.

Le socle technologique mis en place repose sur un data centre qui ne cesse d'évoluer en termes de performances et de stockage ainsi que sur une couche de services assurée par un Cloud Privé qui gagne en maturité d'un cycle d'exercices à un autre.

Faisant face à la demande croissante des utilisateurs et l'évolution des services numériques offerts par l'ARP et dans une optique de coordination et de travail collaboratif avec les différentes agences nationales technologiques qui accompagnent les phases de mise en place des projets de transformation numérique de l'ARP (Le CNI : Centre national informatique ; L'ANSI : Agence nationale de sécurité informatique et l'ANCE : Agence nationale de certification électronique), le projet PNUD en commun accord avec l'ARP se proposent de lancer deux études réparties comme suit:

1. **Une première portant sur l'urbanisation techniques** (équipements et réseaux informatiques et de communication) des espaces des travaux parlementaires sur les sites de l'assemblée des représentants du peuple.
2. **Une deuxième portant sur la mise en place d'un data center de secours** sur le site auxiliaire de l'ARP avec prise en charge des réseaux de communication existant.

### **IV. Responsabilités & Résultats attendus**

Sous la supervision du Conseiller Technique du Projet (CTP), l'expert ouverture et transparence du PNUD et en étroite collaboration avec les services techniques de l'ARP, le prestataire technique retenu est appelé à élaborer les deux études suivantes conformément aux normes et à la réglementation en vigueur en mettant à la disposition, et sous sa responsabilité, **toutes les compétences techniques pour mener à bien et termes les études en question, telles que décrites ci-dessous (selon les lots techniques à traiter).**

**La finalité de ces études** est d'aboutir à des **dossiers d'appel d'offres** en vue d'engager des entreprises spécialisées pour assurer la mise en œuvre des aménagements et équipement des espaces en question. **Le processus à adopter** pour réaliser ces deux études ainsi que **le listing des livrables** sont comme suit (pour chaque étude) :

## 1. Etude techniques des différents espaces des travaux parlementaires (réseaux de communication et audiovisuel) ETUDE A

### Etude préliminaire :

- Visite des lieux et collecte des données de base à fournir par le maitre d'ouvrage,
- Détermination du bilan de l'existant et des contraintes techniques liées à l'emplacement du site, aux composantes réutilisables, à l'infrastructure, etc.,
- Définition du périmètre de la mission et de la faisabilité technique,
- Elaboration d'un document détaillant le bilan de l'existant et proposition des solutions adaptés pour :
  - ✓ La mise à niveau des solutions techniques d'affichage numérique
  - ✓ Un système de communication et de discussion pour les députés
  - ✓ Un système de sonorisation au sein de ces espaces des travaux parlementaires en prenant en considération tout l'existant.
- Elaboration du design général de l'architecture et topologie réseaux proposée pour la refonte complète du réseau informatique et téléphonique de l'ARP site de secours en prenant en considération tout le volet virtualisation et la solution VDI déployée.

### Avant-Projet détaillé (Mission APD) :

Sur la base des résultats de l'étude préliminaire, il sera procédé à :

- Détermination, définition et dimensionnement des besoins en termes de disponibilité, capacité, évolutivité et pérennité ;
- Présentation des scénarios par module (technique / budget), sous forme de workshop (Présentation en Slides, discussion, questions et réponses, etc.).  
Ces scénarios portent sur les différentes technologies du marché :
  - ✓ Affichage dynamique,
  - ✓ Communication en téléphonie IP,
  - ✓ Système de discussion et prise de parole des députés et tout autre intervenant dans les espaces des travaux parlementaires,
  - ✓ Un système de diffusion sonore
  - ✓ etc...
  - ✓ Tout en portant la précision nécessaire sur les avantages et les inconvénients ainsi que de l'enveloppe budgétaire relative,
- Choix d'un scénario (éventuellement plusieurs scénarios à présenter) ;
- Réunion(s) avec l'équipe du maitre d'ouvrage et le PNUD pour arrêter la conception finale de la solution technique (composante par composante, agencement, compartiment, etc.) ;
- Etablissement d'une note de conception permettant d'avoir des installations répondant aux besoins du maitre d'ouvrage et aux normes en vigueur avec une estimation des coûts ;
- Présentation du scénario retenu sous forme d'une APD (Avant-Projet Détaillé) qui sera soumis à l'approbation du maitre d'ouvrage.

## 2. Etude de la mise en place du 2ème Datacenter de secours (site de secours) et les réseaux existants : ETUDE B

### Etude préliminaire :

- Visite des lieux et collecte des données de base à fournir par le maître d'ouvrage,
- Détermination du bilan de l'existant et des contraintes techniques liées à l'emplacement du site, aux composantes réutilisables, à l'infrastructure, etc.,
- Définition du périmètre de la mission et de la faisabilité technique,
- Présentation lors d'un workshop de la norme TIA942 et des différents niveaux de certification (Tier I, Tier II, Tier III, etc.) et exigences relatives.
- Elaboration d'un document détaillant le bilan de l'existant et proposition du niveau de certification cible (Tier I, Tier II, Tier III etc.) avec justification des choix et tenant compte des contraintes.
- Elaboration du design général de l'architecture et topologie proposée pour la refonte complète du réseau informatique de l'ARP site de secours en prenant en considération tout le volet virtualisation et interconnectivité entre les deux sites (principale et secours)

**Avant-Projet détaillé (Mission APD) :**

- Détermination, définition et dimensionnement des besoins en termes de disponibilité, capacité, évolutivité et pérennité ;
- Présentation des scénarios par module (technique / budget), sous forme de workshop (Présentation en Slides, discussion, questions et réponses, etc.). Ces discussions portent sur les différentes technologies du marché (volet énergétique, électricité, câblage informatique, etc.) avec précision des avantages et des inconvénients ainsi que de l'enveloppe budgétaire ;
- Choix d'un scénario (éventuellement plusieurs scénarios à présenter) ;
- Réunion(s) avec l'équipe du maître d'ouvrage et le PNUD pour arrêter la conception finale de la solution technique ;
- Etablissement d'une note de conception permettant d'avoir des installations répondant aux besoins du maître d'ouvrage et aux normes en vigueur avec une estimation des coûts ;
- Présentation du scénario retenu sous forme d'un APD (Avant-Projet Détaillé) qui sera soumis à l'approbation du maître d'ouvrage.

**Dossier d'appel d'offres (DAO) : Etudes A&B**

**Pour chaque étude (études A et B),** l'élaboration du dossier d'appel d'offres sera effectuée après accord du maître d'ouvrage (l'Assemblée des Représentants du Peuple), de la note technique de conception et de l'APD (Avant-Projet Détaillé).

**Pour chaque étude (études A et B),** le dossier d'appel d'offres sera constitué comme suit :

**Pour la composante « Travaux d'installation des lots techniques » :**

- Le Cahier des clauses techniques particulières techniques particulières (CPTP) ;
- Le bordereau des prix unitaires et détail estimatif (BPDE) ;
- Tous les plans et détail d'exécution nécessaires à la mise en œuvre ;
- L'estimation des travaux des installations et des lots techniques (dossier confidentiel (dossier C)).

**Pour la composante « Equipements » :**

- Le dossier technique pour l'acquisition des équipements y compris le bordereau des prix unitaires et détail estimatif ;
- L'estimation des équipements à acquérir (dossier confidentiel (dossier C)).

**Approbations des études : Contrôleur technique :**

Chaque étude (**études A et B**), devra être approuvée par un **contrôleur technique** (bureau de contrôle) agréé par l'Etat tunisien **au choix du prestataire retenu**. Les frais relatifs à ces approbations **sont à la charge du prestataire retenu**, qui fournira deux copies en hard (papier), de chaque étude portant le cachet et signature du contrôleur technique sur tous les plans et pièces graphique, du CCTP et du bordereau des prix ainsi que copie numérique des documents.

<b>V. Compétences et profil demandé :</b>			
<b>N°</b>	<b>Critères</b>	<b>Minimum exigé</b>	<b>Spécifications exigés</b>
1	Bureau d'étude agréé par le ministère de l'équipement de l'habitat et de l'aménagement du territoire ou Ingénieur conseil	Copie conforme du cahier des charges signé par le MEHAT	
2	Nombre de missions similaires (Etude de conception des Datacenter) effectuées durant les cinq dernières années par le soumissionnaire.	03 missions, (Liste des missions à spécifier qui sera détaillée : Fiche de présentation des projets similaires réalisés et en cours)	
3	Nombre de projet réalisés en design TIER 3 minimum certifié « Design consultant » par un organisme certificateur international de renommée	01 mission au minimum (Documents à l'appui)	
4	Expérience professionnelle générale (en nombre d'années)	05 ans (Documents à l'appui)	
5	Expérience dans la conduite des projets (en nombre d'années)	05 ans (Documents à l'appui)	
6	Expérience en tant qu'ingénieur spécialité génie électrique ou électromécanique	05 ans minimum	
7	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Ingénieur de formation en spécialité génie électrique ou électromécanique</li> <li>• Certificats obtenus dans l'activité d'étude et conception des Datacenter.</li> </ul>	Exigé	

8	<ul style="list-style-type: none"><li>• Formations, suivies, étude et conception des Datacenters.</li><li>• Formations, suivies dans les domaines liés à la sécurité des data center, en relation avec la mission.</li></ul>	Exigé	
---	--	-------	--

*\*Veuillez joindre le calendrier de livraison, en tant que de besoin, et le groupe par lot, si des soumissions partielles sont autorisées. Précisez les lieux de livraison si les biens ont plusieurs destinations.*

## Annexe 2

**FORMULAIRE DE SOUMISSION DE L'OFFRE DE PRIX DU FOURNISSEUR<sup>10</sup>****(Le présent formulaire doit être soumis uniquement sur le papier à en-tête officiel du fournisseur<sup>11</sup>)**

Le fournisseur soussigné accepte par les présentes les conditions générales du PNUD et propose de fournir les articles énumérés ci-dessous conformément aux spécifications et exigences du PNUD, telles qu'indiquées dans la RFQ ayant pour n° de référence : RFQ/2020/27 :

**TABLEAU 1 : Offre de fourniture de biens conformes aux spécifications techniques et exigences**

**Lot N°1** *Etude techniques des différents espaces des travaux parlementaires (réseaux de communication et audiovisuel) ETUDE A*

N° d'article	Description/Spécifications des biens	Qté	Date-limite de livraison	Prix unitaire	Prix total par article
	Etude préliminaire	1			
	Avant-Projet détaillé (Mission APD)	1			
	Dossier d'appel d'offres (DAO) approuvé par le bureau de contrôle	1			
	<b>Prix totaux des biens<sup>12</sup></b>				
	Ajoutez : coût de transport				
	Ajoutez : coût de l'assurance				
	<b>Offre de prix finale, totale et globale</b>				

**Lot N°2 :** *Etude de la mise en place du 2ème Datacenter de secours (site de secours) et les réseaux existants : ETUDE B*

N° d'article	Description/Spécifications des biens	Qté	Date-limite de livraison	Prix unitaire	Prix total par article
1	Etude préliminaire	1			
	Avant-Projet détaillé (Mission APD)	1			
	Dossier d'appel d'offres (DAO) approuvé par le bureau de contrôle	1			
	<b>Prix totaux des biens<sup>13</sup></b>				
	Ajoutez : coût de transport				
	Ajoutez : coût de l'assurance				
	<b>Offre de prix finale, totale et globale</b>				

<sup>10</sup> Ceci sert de guide au fournisseur dans le cadre de la préparation de l'offre de prix et du barème de prix.

<sup>11</sup> Le papier à en-tête officiel doit indiquer les coordonnées – adresses, courrier électronique, numéros de téléphone et de fax – aux fins de vérification.

<sup>12</sup> La tarification des biens doit correspondre aux INCOTERMS indiqués dans la RFQ.

<sup>13</sup> La tarification des biens doit correspondre aux INCOTERMS indiqués dans la RFQ.

**TABLEAU 3 : Offre de conformité aux autres conditions et exigences connexes**

Autres informations concernant notre offre de prix :	Vos réponses		
	<i>Oui, nous nous y conformerons</i>	<i>Non, nous ne pouvons nous y conformer</i>	<i>Si vous ne pouvez pas vous y conformer, veuillez faire une contre-proposition</i>
Délai de livraison			
Validité de l'offre de prix			
Totalité des conditions générales du PNUD			

Toutes les autres informations que nous n'avons pas fournies emportent automatiquement conformité pleine et entière de notre part aux exigences et conditions de la RFQ.

*[nom et signature de la personne habilitée par le fournisseur]  
[fonctions]  
[date]*

## Annexe 3

### Conditions générales

#### 1. ACCEPTATION DU BON DE COMMANDE

Le fournisseur ne peut accepter le présent bon de commande qu'en signant et en retournant une copie de celui-ci à titre d'accusé de réception ou en livrant les biens dans le respect des délais impartis, conformément aux conditions du présent bon de commande, telles qu'indiquées dans les présentes. L'acceptation du présent bon de commande créera un contrat entre les parties aux termes duquel les droits et obligations des parties seront exclusivement régis par les conditions du présent bon de commande, ainsi que par les présentes conditions générales. Aucune disposition supplémentaire ou contraire proposée par le fournisseur ne sera opposable au PNUD, à moins qu'elle n'ait été acceptée par écrit par un fonctionnaire du PNUD dûment habilité à cette fin.

#### 2. PAIEMENT

- 2.1 Une fois les conditions de livraison respectées, et sauf indication contraire figurant dans le présent bon de commande, le PNUD effectuera le paiement sous 30 jours à compter de la réception de la facture émise par le fournisseur relativement aux biens et de la copie des documents de transport indiqués dans le présent bon de commande.
- 2.2 Le paiement effectué sur présentation de la facture susmentionnée tiendra compte de toute réduction indiquée dans les conditions de paiement du présent bon de commande, à condition que le paiement intervienne dans le délai prévu par lesdites conditions de paiement.
- 2.3 A moins d'y être autorisé par le PNUD, le fournisseur devra soumettre une facture au titre du présent bon de commande et celle-ci devra indiquer le numéro d'identification du bon de commande.
- 2.4 Les prix indiqués dans le présent bon de commande ne pourront être augmentés qu'avec le consentement écrit et exprès du PNUD.

#### 3. EXONERATION FISCALE

- 3.1 La section 7 de la Convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies prévoit notamment que l'Organisation des Nations Unies, ainsi que ses organes subsidiaires, sont exonérés de tout impôt direct, sous réserve de la rémunération de services d'utilité publique, ainsi que des droits de douane et redevances de nature similaire à l'égard d'objets importés ou exportés pour leur usage officiel. Si une quelconque autorité gouvernementale refuse de reconnaître l'exonération du PNUD au titre desdits impôts, droits ou redevances, le fournisseur devra immédiatement consulter le PNUD afin de décider d'une procédure mutuellement acceptable.
- 3.2 Par conséquent, le fournisseur autorise le PNUD à déduire de la facture du fournisseur toute somme correspondant auxdits impôts, droits ou redevances, à moins que le fournisseur n'ait consulté le PNUD avant leur paiement et que le PNUD n'ait, dans chaque cas, expressément autorisé le fournisseur à payer lesdits impôts, droits ou redevances sous toute réserve. Dans ce cas, le fournisseur devra fournir au PNUD la preuve écrite de ce que le paiement desdits impôts, droits ou redevances aura été effectué et dûment autorisé.

**4. RISQUE DE PERTE**

Les risques de perte, d'endommagement ou de destruction des biens seront régis par les Incoterms 2010, sauf accord contraire des parties au recto du présent bon de commande.

**5. LICENCES D'EXPORTATION**

Nonobstant tout INCOTERM 2010 utilisé dans le présent bon de commande, le fournisseur devra obtenir toute licence d'exportation requise au titre des biens.

**6. CONVENANCE DES BIENS/CONDITIONNEMENT**

Le fournisseur garantit que les biens, y compris leur conditionnement, sont conformes aux spécifications des biens commandés aux termes du présent bon de commande et conviennent à l'utilisation à laquelle ils sont normalement destinés et aux utilisations expressément portées à la connaissance du fournisseur par le PNUD, et qu'ils sont exempts de défaut de fabrication ou de matériau. Le fournisseur garantit également que les biens sont emballés ou conditionnés de manière adéquate pour assurer leur protection.

**7. INSPECTION**

7.1 Le PNUD disposera d'un délai raisonnable, postérieurement à la livraison des biens, pour les inspecter et pour rejeter et refuser d'accepter ceux qui ne seront pas conformes au présent bon de commande. Le paiement des biens en application du présent bon de commande ne pourra pas être considéré comme emportant acceptation de ceux-ci.

7.2 Toute inspection des biens effectuée avant leur expédition ne libérera le fournisseur d'aucune de ses obligations contractuelles.

**8. VIOLATION DE LA PROPRIETE INTELLECTUELLE**

Le fournisseur garantit que l'utilisation ou la fourniture par le PNUD des biens vendus aux termes du présent bon de commande ne viole aucun brevet, modèle, nom commercial ou marque commerciale. En outre, en application de la présente garantie, le fournisseur devra garantir, défendre et couvrir le PNUD et l'Organisation des Nations Unies au titre de l'ensemble des actions ou réclamations dirigées contre le PNUD ou l'Organisation des Nations Unies et concernant la prétendue violation d'un brevet, d'un modèle, d'un nom commercial ou d'une marque liée aux biens vendus aux termes du présent bon de commande.

**9. DROITS DU PNUD**

Si le fournisseur s'abstient de respecter ses obligations aux termes des conditions du présent bon de commande et, notamment, s'il s'abstient d'obtenir des licences d'exportation nécessaires ou de livrer tout ou partie des biens au plus tard à la date ou aux dates convenues, le PNUD pourra, après avoir mis en demeure le fournisseur de s'exécuter dans un délai raisonnable et sans préjudice de tout autre droit ou recours, exercer un ou plusieurs des droits suivants :

9.1 acquérir tout ou partie des biens auprès d'autres fournisseurs, auquel cas le PNUD pourra tenir le fournisseur responsable de tout coût supplémentaire ainsi occasionné ;

9.2 refuser de prendre livraison de tout ou partie des biens ;

9.3 résilier le présent bon de commande sans être redevable des frais de résiliation ou engager sa responsabilité à quelque autre titre que ce soit.

**10. LIVRAISON TARDIVE**

## Programme des Nations Unies pour le Développement

Sans limiter les autres droits et obligations des parties aux termes des présentes, si le fournisseur est dans l'incapacité de livrer les biens au plus tard à la date ou aux dates de livraison prévues dans le présent bon de commande, le fournisseur devra (i) immédiatement consulter le PNUD afin de déterminer le moyen le plus rapide de livrer les biens et (ii) utiliser des moyens de livraison accélérés, à ses frais (à moins que le retard ne soit dû à un cas de force majeure), si le PNUD en fait raisonnablement la demande.



### 11. CESSION ET INSOLVABILITE

- 11.1. Le fournisseur devra s'abstenir, à moins d'avoir préalablement obtenu l'autorisation écrite du PNUD, de céder, de transférer, de nantir ou d'aliéner de toute autre manière le présent bon de commande, ou toute partie de celui-ci, ou ses droits ou obligations aux termes du présent bon de commande.
- 11.2. Si le fournisseur devient insolvable ou s'il fait l'objet d'un changement de contrôle en raison de son insolvabilité, le PNUD pourra, sans préjudice de tout autre droit ou recours, résilier immédiatement le présent bon de commande en remettant au fournisseur une notification écrite en ce sens.

### 12. UTILISATION DU NOM OU DE L'EMBLEME DU PNUD OU DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

Le fournisseur devra s'abstenir d'utiliser le nom, l'emblème ou le sceau officiel du PNUD ou de l'Organisation des Nations Unies à quelque fin que ce soit.

### 13. INTERDICTION DE LA PUBLICITE

Le fournisseur devra s'abstenir de faire connaître ou de rendre public de toute autre manière le fait qu'il fournit des biens ou des services au PNUD, à défaut d'avoir obtenu, dans chaque cas, son autorisation expresse.

### 14. TRAVAIL DES ENFANTS

Le fournisseur déclare et garantit que lui-même et ses sociétés affiliées ne se livrent à aucune pratique contraire aux droits énoncés dans la Convention relative aux droits de l'enfant, y compris dans son article 32 qui prévoit notamment qu'un enfant ne peut être astreint à aucun travail comportant des risques ou susceptibles de compromettre son éducation ou de nuire à sa santé ou à son développement physique, mental, spirituel, moral ou social.

Toute violation de la déclaration et de la garantie qui précèdent autorisera le PNUD à résilier le présent bon de commande immédiatement par notification adressée au fournisseur, sans être redevable des frais de résiliation ou engager sa responsabilité à quelque autre titre que ce soit.

### 15. MINES

Le fournisseur déclare et garantit que lui-même et ses sociétés affiliées ne participent pas activement et directement à des activités ayant trait aux brevets, au développement, à l'assemblage, à la production, au commerce ou à la fabrication de mines ou à de telles activités au titre de composants principalement utilisés dans la fabrication de mines. Le terme « mines » désigne les engins définis à l'article 2, paragraphes 1, 4 et 5 du Protocole II annexé à la Convention de 1980 sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discriminations.

Toute violation de la déclaration et de la garantie qui précèdent autorisera le PNUD à résilier le présent bon de commande immédiatement par notification adressée au fournisseur, sans être redevable des frais de résiliation ou engager sa responsabilité à quelque autre titre que ce soit.

**16.1 Règlement amiable.** Les parties devront faire tout leur possible pour régler à l'amiable les différends, litiges ou réclamations liés au présent bon de commande ou à sa violation, résiliation ou nullité. Lorsque les parties tenteront de parvenir à un tel règlement amiable par la conciliation, celle-ci devra se dérouler conformément au Règlement de conciliation de la CNUDCI qui sera alors en vigueur, ou selon toute autre procédure dont les parties pourront convenir entre elles.

**16.2 Arbitrage.** A moins que de tels différends, litiges ou réclamations liés au présent bon de commande ou à sa violation, résiliation ou nullité ne fassent l'objet d'un règlement amiable en application du paragraphe précédent du présent article sous soixante (60) jours à compter de la réception par l'une des parties de la demande aux fins de règlement amiable de l'autre partie, lesdits différends, litiges ou réclamations devront être soumis par l'une ou l'autre des parties à un arbitrage, conformément au Règlement d'arbitrage de la CNUDCI alors en vigueur, ainsi qu'à ses dispositions concernant le droit applicable.

Le tribunal arbitral n'aura pas le pouvoir d'allouer des dommages et intérêts punitifs. Les parties seront liées par toute sentence arbitrale rendue dans le cadre d'un tel arbitrage à titre de règlement final desdits différends, litiges ou réclamations.

## 17. PRIVILEGES ET IMMUNITES

Aucune disposition des présentes conditions générales ou du présent bon de commande ou y relative ne pourra être considérée comme emportant renonciation aux privilèges et immunités de l'Organisation des Nations Unies, ainsi que de ses organes subsidiaires.

## 18. EXPLOITATION SEXUELLE

18.1 Le prestataire devra prendre l'ensemble des mesures appropriées pour empêcher la commission à l'encontre de quiconque d'actes d'exploitation ou d'abus sexuel par le prestataire lui-même, par l'un quelconque de ses employés ou par toute autre personne pouvant être engagée par le prestataire pour fournir tout service en application du contrat. A cet égard, toute activité sexuelle avec une personne de moins de dix-huit ans, indépendamment de toute loi relative au consentement, constituera un acte d'exploitation et d'abus sexuels à l'encontre d'une telle personne. En outre, le prestataire devra s'abstenir d'échanger de l'argent, des biens, des services, des offres d'emploi ou d'autres choses de valeur contre des faveurs ou des activités sexuelles ou de se livrer à des activités sexuelles constitutives d'actes d'exploitation ou dégradantes, et devra prendre l'ensemble des mesures appropriées pour interdire à ses employés ou aux autres personnes qu'il aura engagées d'agir de la sorte. Le prestataire reconnaît et convient que les présentes dispositions constituent une condition essentielle du contrat et que toute violation de la présente déclaration et de la présente garantie autorisera le PNUD à résilier le contrat immédiatement par notification adressée au prestataire, sans être redevable des frais de résiliation ou engager sa responsabilité à quelque autre titre que ce soit.

18.2 Le PNUD ne fera pas application de la règle précédente relative à l'âge lorsque l'employé du prestataire ou toute autre personne pouvant être engagée par celui-ci pour fournir des services en application du contrat sera marié à la personne de moins de dix-huit ans avec laquelle ledit employé ou ladite autre

personne aura eu une activité sexuelle et lorsqu'un tel mariage sera reconnu comme étant valable par les lois du pays de citoyenneté dudit employé ou de ladite autre personne.

## 19.0 INTERDICTION DE FOURNIR DES AVANTAGES AUX FONCTIONNAIRES

## Programme des Nations Unies pour le Développement

Le prestataire garantit qu'il n'a fourni ou qu'il ne proposera à aucun fonctionnaire du PNUD ou de l'Organisation des Nations Unies un quelconque avantage direct ou indirect résultant du présent contrat ou de son attribution. Le prestataire convient que toute violation de la présente disposition constituera la violation d'une condition essentielle du présent contrat.

### 20. POUVOIR DE MODIFICATION

Conformément au règlement financier et aux règles de gestion financière du PNUD, seul le fonctionnaire autorisé du PNUD a le pouvoir d'accepter pour le compte du PNUD toute modification apportée au présent contrat, une renonciation à l'une quelconque de ses dispositions ou toute relation contractuelle supplémentaire avec le prestataire. Par conséquent, aucune modification du présent contrat ne sera valable et opposable au PNUD à moins de faire l'objet d'un avenant au présent contrat signé par le prestataire et le fonctionnaire autorisé du PNUD conjointement.



*Au service  
des peuples  
et des nations*